



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique

**Direction Régionale de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire**
Unité interdépartementale Anjou-Maine

Arrêté n°DCPPAT 2025 – 0251 du 24 JUL. 2025

Société Syner'Val

Arrêté préfectoral portant modification de l'arrêté préfectoral n°08-2686 du 4 juillet 2008 modifié autorisant la Société SYNER'VAL à exploiter une unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune du Mans

**Le préfet de la Sarthe
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu la directive n°2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, L. 211-1, L. 511-1, L. 541-1, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu la décision d'exécution (UE) n° 2019/2010 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

Vu l'arrêté préfectoral n°08-2686 du 4 juillet 2008 autorisant la Société d'Exploitation de la Chauvinière à exploiter une unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune du Mans ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011290-0022 du 17 octobre 2011 portant sur l'actualisation des rubriques déchets, la mise à jour des prescriptions relatives aux niveaux sonores et la réduction du seuil limite des rejets des oxydes d'azote ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014356-0007 du 22 décembre 2014 portant constitution des garanties financières ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-412 du 28 juillet 2016 portant sur une actualisation des rubriques ICPE et sur une révision des valeurs limites des rejets atmosphériques ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 11 avril 2017 délivré à la société SYNER'VAL ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT 2023-0043 du 23 février 2023 portant modification de l'arrêté préfectoral n°08-2686 du 4 juillet 2008 modifié autorisant la Société SYNER'VAL à exploiter une unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune du Mans ;

Vu le contrat de délégation de service public signé entre la société Syner'val et Le Mans Métropole en tant qu'exploitant du centre de valorisation énergétique de déchets du Mans ;

Vu le dossier de réexamen défini à l'article R. 515-72 établissant une comparaison des conditions d'exploitation aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux installations d'incinération de déchets transmis au préfet de la Sarthe par courrier du 25 janvier 2021 ;

Vu le rapport du 6 mars 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que les activités exercées sur le site du Mans par la société Syner'Val relèvent notamment d'un classement au titre de la rubrique ICPE IED 3520 principale et sont, à ce titre, couvertes par les meilleures techniques disponibles relatives aux activités d'incinération de déchets (BREF WI) qui lui sont applicables ;

Considérant que l'exploitant a remis le dossier de réexamen et le rapport de base requis en application des articles R. 515-71 et L. 515-30 du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans le dossier de réexamen présenté permettent de se conformer aux meilleures techniques disponibles et aux niveaux d'émissions associés applicables ;

Considérant que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables et doivent respecter les niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD relatives à l'incinération des déchets ;

Considérant l'entrée en application de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) susvisé, à compter du 3 décembre 2023 ;

Considérant que les meilleures techniques disponibles relatives à l'incinération des déchets sont déjà rendues opposables au fonctionnement des installations précitées par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé ;

Considérant que certaines dispositions des textes qui réglementent actuellement l'établissement nécessitent d'être adaptées pour être rendues compatibles avec l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé ;

Considérant qu'en application de l'article R. 181-45 susvisé du code de l'environnement, le Préfet de département peut fixer des prescriptions complémentaires sans solliciter l'avis des membres du CODERST ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 31 mars 2025, et que celui-ci a émis des observations par courrier du 07 avril 2025 ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1 – Portée du présent arrêté

La société SYNER'VAL est autorisée, sous réserve de respecter les prescriptions du présent arrêté complémentaire, à poursuivre l'exploitation, sur le territoire de la commune du Mans de ses installations autorisées par l'arrêté préfectoral n°08-2686 du 4 juillet 2008 susvisé modifié.

Article 2 – Mise en œuvre des meilleures techniques disponibles

L'établissement relève de la directive IED. Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3520 relative à l'élimination ou la valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets.

Le périmètre IED est constitué de l'ensemble des installations du site visé par l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié, à savoir l'unité de valorisation énergétique des déchets, et l'ensemble des installations annexes pour le fonctionnement du site inclus dans le périmètre ICPE du site.

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles telles que décrites dans la décision d'exécution (UE) n° 2019/2010 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, s'appliquent à l'établissement.

Article 3 – Conformité au dossier de demande d'autorisation et respect des engagements

Les installations et leurs annexes sont aménagées et exploitées conformément aux plans, données techniques et engagements présentés au cours de l'instruction de la demande d'autorisation ainsi que dans les dossiers de modifications qui ont fait l'objet d'une suite favorable écrite du préfet, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux prescriptions du présent arrêté.

L'exploitant met en œuvre les engagements précisés dans le plan d'actions du dossier de réexamen susvisé.

Article 4 – Valeurs limites d'émission dans l'air

Pour l'application des valeurs limites d'émission des rejets canalisés dans l'air fixées en conditions normales de fonctionnement à l'article 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé, il est retenu en synthèse les valeurs suivantes compte-tenu des installations existantes sur le site et des conditions de leur exploitation :

Polluants	Concentrations	Période d'établissement de la moyenne
Poussières totales	5 mg/Nm ³	Moyenne journalière
COVT	10 mg/Nm ³	Moyenne journalière
CO	50 mg/Nm ³	Moyenne journalière
HCl	8 mg/Nm ³	Moyenne journalière
HF	1 mg/Nm ³	Moyenne sur la période d'échantillonnage
SO ₂	40 mg/Nm ³	Moyenne journalière
NO _x	80 mg/Nm ³	Moyenne journalière
NH ₃	10 mg/Nm ³	Moyenne journalière
Cd + Tl	0,02 mg/Nm ³	Moyenne sur la période d'échantillonnage
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	0,3 mg/Nm ³	Moyenne sur la période d'échantillonnage
Hg (1)	0,02 mg/Nm ³	Moyenne journalière ou en moyenne sur la période d'échantillonnage
PCDD/PCDF (dioxines et furanes)	0,08 ng I-TEQ/Nm ³	Moyenne sur la période d'échantillonnage à long terme
	0,08 ng I-TEQ/Nm ³	Moyenne sur la période d'échantillonnage
PBDD/PBDF (dioxines bromées)	---	Moyenne sur la période d'échantillonnage
PCB type dioxines	---	Moyenne sur la période d'échantillonnage à long terme
Benzo[a]pyrène	---	Moyenne sur la période d'échantillonnage
(1) Un suivi des valeurs demi-horaires supérieures à 0,04 mg/Nm ³ est réalisé.		

Les valeurs R-EOT de l'arrêté de 2008 modifié s'appliquent en complément des valeurs de conditions normales de fonctionnement mentionnées dans le tableau ci-dessus.

Article 5 – Surveillance des eaux souterraines

Pour répondre en particulier aux dispositions de l'article 3.3 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé (correspondant à l'application de la MTD 12 du BREF WI) et compte tenu de l'impossibilité de mettre en place un protocole de contrôle visuel par partie de la fosse pour aboutir au contrôle complet des surfaces des zones de réception, de manutention et de stockage de déchets, l'exploitant propose un programme de surveillance des eaux souterraines au droit du site.

Cette surveillance s'appuie sur une étude hydrogéologique préalable considérant le contexte naturel compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation, ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier. L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation.

Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier :

- le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ;
- les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et d'analyses, les paramètres pertinents à mesurer ainsi que les critères retenus pour l'identification d'un impact, ces critères pouvant s'appuyer sur les résultats d'un ouvrage implanté en amont hydraulique ou hors zone d'influence de l'installation ;
- la fréquence de surveillance : au moins deux fois par an, si possible dans des configurations hydrogéologiques contrastées.

Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus. L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.

Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution.

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.

Les prélèvements (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur en s'assurant que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. La mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) est réalisée à chaque campagne afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique.

Les eaux générées par la surveillance (purge, prélèvement, lavage, rinçage du matériel, etc.) sont, selon les contextes et possibilités techniques liés au site : rejetées au réseau d'assainissement (eaux usées ou eaux pluviales avec une convention de rejet établie avec l'exploitant du réseau), rejetées dans une station de traitement présente sur site, éliminées en centres agréés, ou rejetées dans le milieu naturel (avec, si nécessaire, une autorisation au titre de la loi sur l'eau).

Toute anomalie est signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

Si les résultats montrent une ou plusieurs concentrations atypiques à la hausse par rapport à la série des résultats disponibles ou par rapport aux mesures réalisées en amont hydraulique, l'exploitant procède à une campagne de mesure complémentaire dans un délai qui n'excède pas trois mois, sans préjudice des campagnes de mesure programmées dans le plan de surveillance.

Si ces résultats confirment une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine en le justifiant par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine en tout ou partie de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées dans la mesure où la pollution constatée dans les eaux souterraines est susceptible de relever des activités qu'il exploite.

Ce programme est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois.

Article 6 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie du Mans et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché en mairie du Mans pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Sarthe pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 - Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Conformément aux dispositions de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai. Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai

du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement) ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 6 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe, le maire du Mans, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

LE PRÉFET

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Christine TORRES